

difficultés économiques, par l'écart existant entre les riches et les pauvres, et par une répartition inéquitable des richesses.

La politique du gouvernement américain constitue le principal mais non le seul obstacle aux efforts de Contadora. Les États-Unis continuent de considérer l'Amérique centrale comme leur "arrière-cour". La politique qu'ils suivent dans la région vise uniquement à défendre leurs propres intérêts, sans aucune considération pour ceux des six pays centraméricains. Ouvertement ou non, les États-Unis continuent de traiter ces nations comme des colonies. Ils leur refusent le droit à la souveraineté totale et à l'autodétermination, le droit de mener leurs affaires comme elles l'entendent et celui de s'écarter de la voie américaine sans craindre des représailles ou des sanctions. L'attitude des États-Unis pourrait se comprendre si leur sécurité était gravement menacée par l'un ou l'autre de ces pays. Mais d'après moi et beaucoup d'autres avec moi, il ne semble pas que ce soit le cas. Par exemple, le Nicaragua a indiqué à maintes reprises qu'il veut être un pays non aligné et qu'il n'a pas l'intention d'adhérer au Pacte de Varsovie. C'est ce que confirment les positions adoptées par ce pays au sein des Nations-Unies et d'autres organismes internationaux; le Nicaragua vote comme un pays non aligné, et il se situe en fait au centre du groupe des non-alignés.

Ainsi qu'on l'a fait observer au cours de la conférence, les États-Unis ont dérogé au droit international et à leurs propres lois internes en finançant les *contras* et en minant les ports nicaraguayens. Leur attitude montre qu'ils préfèrent en fait les solutions militaires aux négociations menées dans la paix; on peut en déduire que le soutien accordé par eux à Contadora n'est qu'une façade et qu'il n'a rien de sincère. En ce qui concerne les règles démocratiques et le respect des droits de la personne, les États-Unis imposent au Nicaragua des normes beaucoup plus rigoureuses que celles qu'ils appliquent à d'autres pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, à l'Afrique du Sud ou à tout État avec lequel ils traitent. Si l'on examine la façon dont la démocratie a évolué aux États-Unis, on constate qu'ils ont eux-mêmes violé les normes qu'ils imposent actuellement au Nicaragua.

Que peuvent faire les Canadiens ? En tant qu'allié et ami des États-Unis, et en tant que membre de l'OTAN et du NORAD, le Canada doit tout d'abord chercher à convaincre les Américains que leur politique est mauvaise et les exhorter à soutenir véritablement le processus de Contadora, non seulement dans l'intérêt de l'Amérique centrale mais aussi dans leur propre intérêt à long terme et